

## Ecole Crawford

Au moment d'écrire ces lignes, je suis persuadée de perdre mon temps. Et je me dis que plusieurs de mes voisins et concitoyens auront pensé la même chose et peut-être choisi de se taire. Un pas de plus sur le long sentier du désenchantement, du désengagement et de la désillusion politique. À quoi bon donner son avis dans le cadre d'une consultation populaire de dernier recours qui n'a qu'un pouvoir de recommandation, une pure formalité dans le déroulement des procédures de l'Article 89 qui selon les représentants de l'arrondissement permettra à la commission scolaire de « passer » son projet peu importe les opposants, puisque personne ne peut bloquer un projet d'école, un besoin essentiel? Et à quoi bon avoir un mécanisme démocratique d'ouverture de registre où théoriquement les citoyens peuvent s'exprimer sur ce qui les affectent directement et localement, si l'arrondissement a par la suite le loisir de tenir ou non un référendum? De tous les opposants au projet actuel, je ne connais personne qui soit opposé à l'existence d'une école à l'endroit même où il y en a toujours eu une. Au contraire. On a essayé de nous faire porter le chapeau du méchant égoïste qui ne veut pas perdre sa quiétude de quartier, c'était facile. Qui donc peut être assez odieux pour ne pas penser aux enfants d'abord? Mais se pourrait-il que les opposants veuillent une autre école que celle proposée justement parce que les enfants sont au coeur de leurs préoccupations? Est-ce qu'être pour l'école veut obligatoirement dire qu'on doit être pour le projet actuellement sur la table? Qu'est-ce qui force cet amalgame? Est-ce que ce projet est vraiment si formidable et fédérateur? Est-ce que la voix citoyenne doit se résumer à donner des opinions sur la couleur de la brique et des vitraux d'un édifice? et depuis quand des questions aussi complexes que celles posées par la surpopulation scolaire du territoire possèdent-elles des solutions uniques, de l'ordre du « ça ou rien »?

On nous l'a répété maintes et maintes fois à la commission scolaire que cette école, dans ce format et à cet endroit, était l'unique solution possible à la gestion des débordements de bassins, mais curieusement ce ne fut jamais convaincant. Peut-être parce qu'en dépit du nombre de fois où des citoyens ont demandé des preuves et des chiffres -sur l'occupation du territoire anglophone notamment-, on ne les a jamais eus. (Encore à l'ouverture de la présente consultation ce fut demandé et on nous a répondu la même rengaine voulue sécurisante, « croyez-moi on a tout analysé, on a visité et rien d'autre n'est possible ». Toujours des mots, rien que des mots, jamais de documentation, rien de factuel... que des relations publiques). Comme si pour s'adresser aux citoyens le verbal suffisait, comme si le but ultime était simplement toujours de nous convaincre, comme si il ne s'agissait que d'un jeu d'opinions qui ne nécessite pas d'aller au fond des choses et qu'on ne pouvait nous citoyens analyser une situation complexe. Mais de quel droit se permet-on ce manque de rigueur à l'égard des électeurs? Et à qui donc la commission scolaire doit-elle faire sa preuve de bonne gestion, sa reddition de comptes?

Peut-être que les arguments et présentations de la CSMB ne furent jamais convaincants parce que des citoyens savent que des écoles ne sont pas occupées à pleine ca-

pacité du côté anglophone, -et que les versions de l'état des lieux que nous avons obtenues de Lester B. Pearson sont différentes de celles rapportées par la CSMB? Et peut-être aussi qu'à la base de l'argumentaire de la CSMB, on ne saisit pas en quoi les écoles anglophones peuvent être assez bien pour les anglophones, mais pas assez bien pour les francophones? Pas plus qu'on ne saisit en quoi la construction d'un bloc sanitaire dans une aile de bâtiment scolaire existant est insurmontable, ou encore en quoi la construction d'une nouvelle école peut être plus simple et financièrement viable que l'adaptation et la rénovation d'un bâtiment déjà debout? Peut-être que les citoyens trouvent fou de dédier à l'éducation aux adultes une ancienne école primaire, *Le centre de formation professionnelle des carrefours*, qui a une belle cour qui sert de stationnement exactement dans le secteur de Verdun le plus touché par les débordements? Peut-être aussi que les citoyens savent que l'école Allion est vide à Lasalle, qu'elle compte 400 places, qu'elle est prête à être cédée et qu'elle pourrait bien accueillir les adultes pour redonner aux enfants l'école primaire de Verdun, et que ça les dépasse qu'on n'opte pas pour des solutions aussi logiques et peu coûteuses, par-delà les partisaneries et guerres territoriales de commission scolaires? On ne réglerait pas tous les problèmes soit, mais peut-être qu'on pourrait sauver quelques millions et avoir des services spécialisés dans nos écoles pour tous les enfants qui en ont besoin? D'accord, il ne s'agit pas des mêmes enveloppes budgétaires, mais de l'argent c'est de l'argent, et si il faut le changer de colonne comptable pour les besoins de la population il faut trouver le moyen de le faire. C'est trop facile de se réfugier derrière les limites administratives et bureaucratiques, ou encore celles de notre juridiction, ça sert de porte de sortie trop facilement et on nous l'a assez souvent servi déjà, au point de désintéresser bien des citoyens de la politique. Les bâtiments croulent de décrépitude un peu partout, les services manquent, et on investit des millions pour un seul nouveau bâtiment. Devant une telle problématique, quel particulier choisirait de tout mettre l'argent sur un bâtiment plutôt que d'en rénover plusieurs? Qui agrandit sa maison quand elle n'est pas occupée à pleine capacité? Qui néglige sa maison au point de la laisser pourrir et de devoir la démolir pour en reconstruire une autre? De quoi aurait l'air Crawford Park aujourd'hui si les propriétaires avaient été d'aussi mauvais gestionnaires de leur parc immobilier que la CSMB l'a été avec son école? Alors peut-être que les citoyens, qui ne sont pas des entités anonymes mais bien des gens qui ont des opinions et des métiers, des compétences et qui peut-être savent compter et réfléchir eux aussi, peut-être que ces citoyens s'opposent au projet parce qu'ils considèrent qu'en utilisant mieux les ressources existantes on pourrait faire plus de millage avec le même argent? Peut-être aussi que les opposants au projet actuel d'école s'opposent au modèle de gestion de la CSMB, gestion des ressources, financières et immobilières, et gestion des vies humaines impliquées dans les découpages et re-découpages de bassins?

Peut-être qu'on ne croit pas que la CSMB a réellement tout essayé parce qu'elle n'a demandé l'avis des citoyens en amont de projet, et que même le comité consultatif Jacques Viger lui a reproché d'avoir été consulté trop tard? Il est clair que la commission scolaire souhaite décider seule et utiliser son pouvoir, le bon vieux déferlement du haut vers le bas, plutôt que d'agir en élu redevable à ses électeurs. Elle travaille en

vase clos, sans concertation du milieu autrement que quand c'est obligatoire. À tel point qu'une présentation de plans d'architectes pour elle consiste en une consultation populaire et que quand on lui demande pourquoi on n'a pas consulté la population en amont de projet pour analyser les besoins des familles plutôt que de s'acharner à faire passer le projet par tous les moyens à sa disposition une fois les plans réalisés, sa direction nous répond avec condescendance « nous considérons que nous avons assez consulté, mais bon, c'est sûr qu'on n'est pas descendus dans les rues ». Si elle avait prioritairement à coeur le bien-être des enfants et des familles, au-delà du simple placement des élèves comme des numéros dans des cases, n'aurait-elle pas consulté et analysé les besoins et les ressources du milieu plus tôt et cherché à fédérer les citoyens dès le début autour d'un projet rassembleur? Quand on veut vraiment trouver une solution, on s'assoit ensemble et on travaille ensemble. La ville, l'arrondissement, le ministère, les citoyens, les enfants, les représentants des églises vides, les entreprises privées et autres propriétaires terriens autour... Tout le monde devrait avoir voix au chapitre dans des questions aussi importantes et les solutions devraient être le résultat de concertations collectives. Que voulons-nous pour nos enfants et comment l'obtiendrons-nous. Nous manquons d'espace, où en trouver, où en créer? De même, les commissions scolaires francophone et anglophone devraient s'asseoir et analyser de concert leur problématiques respectives de croissance/décroissance de fréquentation, ouvertement et avec une réelle volonté de bien occuper le territoire pour le bien des enfants et des familles. C'est absurde de ne pas disposer d'un portrait global de l'occupation scolaire du territoire dans les deux langues. Les citoyens ne pourraient l'avoir demandé davantage.

La CSMB nous a répété en audience publique que le ministère ne finançait pas d'écoles plus petites que de 14 classes de toute manière et que c'est pour ça qu'on construisait une 14 classes et pas plus petit. C'est donc « la faute » du gouvernement si on ne peut respecter le zonage et la capacité d'acceptation du flux accru de circulation qu'appelle la structure du quartier, mais **aux services d'ingénierie techniques** du ministère on nous a dit que tous les projets étaient analysés, et que le 14 classes minimum n'est pas une loi mais un souhait de rentabilité de la part du ministère (voir courriel ci-joint). De toute manière c'est prendre la question à l'envers parce que si la préoccupation première de la commission scolaire était d'offrir des écoles de marcheurs à ses citoyens et donc d'éviter de déplacer des cohortes en bus dans de plus grosses écoles construites plus loin, elle aurait pris les moyens de ses ambitions et souhaiterait elle-même plusieurs écoles de quartier, à échelle humaine et formulerait des demandes au ministère pour aller en ce sens et construire différemment, réfléchir autrement, avec vision. Et non de façon réactive, en retard. L'inactivité et la mauvaise forme physique de nos enfants sont tellement d'actualité et la santé de nos enfants est tellement préoccupante pour tous, y compris nos gouvernements, de la santé publique au ministère de l'éducation, que j'ai peine à croire que les solutions long-terme de gestion du territoire par la CSMB soient basées sur des déplacements de cohortes en bus scolaire. À l'ère de l'encouragement du transport actif, à l'ère où on souhaite redessiner la ville et réduire la place et l'impact de la voiture et notre dépendance au pétrole, je suis outrée du peu de vision dont fait preuve la CSMB dans la gestion des besoins de sa population, devrais-je dire de ses

électeurs. Quand à l'ouverture de la consultation publique une citoyenne a demandé quelles mesures seraient prises par la CSMB pour faciliter la vie et le transport des familles de cohortes déportées, qui souvent ont choisi un mode de vie sans voiture au centre de Verdun et qui soudainement seront dépourvus de manière pratique d'aller chercher leurs enfants au retour du travail, la seule réponse fournie par le représentant de la CSMB fut de citer qu'il pourrait y avoir des trotti-bus. Façon de nous dire clairement que rien n'a été pensé: de un les trotti-bus sont pour le départ du matin et ne règlent en rien les questions de retour du service de garde, et de deux ces initiatives sont bénévoles et parentales, et la CSMB n'y est pour rien. Des familles hériteront d'un nouveau casse-tête, se verront encore amputées d'une heure par jour et plouf!, le son d'un autre pavé dans la marre de la conciliation travail-famille.

Alors je repose la question: peut-on refuser d'être pour un projet si on ne le trouve pas porteur? Faut-il se rallier par dépit parce que le compromis est tout ce que nous pouvons nous offrir comme société? Peut-on être contre une école trop grande qui ne peut s'offrir qu'une cour d'école trop petite? Qu'est-ce que les pays Scandinaves que nous admirons souvent ont de plus que nous pour réussir à s'offrir ce dont ils ont besoin, sinon une réelle volonté politique et un sens des priorités concerté et partagé par les dirigeants et la population? Pouvons-nous souhaiter une école innovante, en adéquation au territoire et aux besoins du milieu où elle sera implantée? Pouvons-nous procéder par concours d'architecture pour la construction de nos écoles, comme nous le faisons pour nos musées? Pouvons-nous souhaiter des projets qui nous rendront fiers de notre société et de ses valeurs et refuser de nous contenter de solutions qui ne font que reprendre le modèle de nos écoles existantes dont tant de jeunes décrochent, malgré nos tables rondes, colloques et autres assemblées d'instances analytiques et décisionnelles qui disent bien fort vouloir contrer le décrochage scolaire? Ça veut dire quoi concrètement « contrer le décrochage scolaire »? Est-ce qu'on demande aux élèves ce qui les fait décrocher? Dans la vie des familles qui courent partout, s'épuisent entre le travail et le service de garde, le souper, les devoirs et la préparation du lendemain, sommes-nous en droit de nous questionner sur la valeur de cette demi-heure de sommeil de plus le matin, et cette demi-heure de plus de temps à soi le soir, qui seront perdues quelque part entre la maison, l'école et le service de garde?

Est-ce que l'emploi du temps, le suremploi du temps des enfants et des familles fait partie de l'équation du calcul du niveau de bonheur d'une population? Vu sous cet angle, est-ce que le temps de transport et la distance entre la maison et l'école ne revêtent pas une autre signification, ne prennent pas une autre importance? Et si des gens comme moi s'opposaient au projet parce qu'ils estiment que la prémisse de départ est faussée et qu'il nous faut partout des écoles de quartier, à échelle humaine, des écoles de marcheurs, que la priorité est là, dans la proximité? On repense notre consommation locale, on souhaite favoriser le développement local de nos quartiers et entreprises, mais on ne peut plus aller à l'école à pieds? Peut-on s'opposer à l'actuel projet d'école parce qu'on souhaite une école pensée différemment, organisée différemment même en termes de calcul d'occupation et de division des lieux? Ça coûte plus cher faire de petites écoles?

Peut-être mais combien coûtent le décrochage scolaire, les bâtiments vides ou sous-utilisés, combien coûteront les transports scolaires et la pollution qui découleront de nos déplacements de cohortes et combien sauverions-nous en favorisant la réduction de l'usage du transport dans l'accès scolaire? Si on veut chiffrer, il faut tout chiffrer. Et pas juste les coûts, les valeurs aussi.

Je fais partie des 168 personnes qui ont signé le registre en opposition à l'actuel projet d'école de Crawford. J'ai la conviction profonde que nos enfants méritent mieux que ce qu'on leur offre, la conviction profonde que la CSMB n'est pas allée au bout des choses dans la recherche de solution et d'innovation et qu'elle doit revoir son modèle de gestion et se rappeler que son premier devoir est de servir ses électeurs et non de gouverner à la verticale. Oui, j'aurais préféré qu'on entretienne l'ancienne école qui n'a servi qu'à voter pendant tant d'années, comme les citoyens ont entretenu leurs maisons qui non seulement se portent bien mais ont pour la plupart subi plusieurs améliorations. J'aurais préféré que l'arrondissement soit plus exigeant vis-à-vis de la CSMB et qu'on ne coupe pas 8 arbres matures sur le site de l'ancienne école en nous disant simplement qu'ils avaient un problème structurel au niveau des branches. Mais heureusement que ça a été fait me direz-vous parce que sinon ils auraient eu de la difficulté à démolir l'ancienne école. Mais c'est tout-de-même dommage parce que si ces arbres étaient encore debout, le projet de la CSMB se serait épargné l'une des recommandations du comité Jacques Viger à laquelle elle n'entend pas souscrire, soit celle de planter des arbres à grand déploiement comme l'appelle l'aménagement du quartier Crawford.

Tous les quartiers devraient avoir leur école de quartier, tous les élèves au moins en milieu urbain devraient pouvoir aller à l'école à pied. C'est très important, ce n'est pas secondaire, ce n'est pas autant que possible ou quand on peut, c'est prioritaire. Il en va de notre santé publique, de la vie de nos familles, de la conciliation travail-famille dont on parle tant. La proximité de l'école a un impact majeur sur la pollution atmosphérique et la réduction des gaz à effets de serre, sans compter l'impact sur le tissu social des élèves. Avoir nos amis près de chez nous, c'est important. Il faut tisser tôt le sens de la communauté, offrir la chance à nos enfants de jouer dehors avec leurs amis, d'aller à l'école à pied ou à vélo. Si ces considérations humaines étaient une priorité, on trouverait les moyens d'y arriver. Mais sans volonté politique on obtiendra toujours des projets comme celui qui nous est proposé à l'heure actuelle. Une trop grosse école sur trop petit terrain, dans un petit quartier qui devra accueillir les enfants de l'autre côté de Verdun pour se remplir à pleine capacité. Une école ordinaire qui ne changera pas l'état des choses, qui n'innovera pas, qui est le mieux qu'on peut faire dans les circonstances et dont on a changé 2-3 fois l'esthétique extérieure sans toutefois toucher le coeur du problème. J'ai appris dernièrement que je pouvais choisir à laquelle des deux commissions scolaires je souhaitais verser mes taxes scolaires. Je crois que je les verserai dorénavant à Lester B. Pearson: ils ont de beaux vieux bâtiments, de belles constructions parfois historiques qui ont besoin de fonds pour être entretenues et gardées debout. Qui sait, des fois que la CSMB se chercherait un jour des locaux bien entretenus.